

La Lettre Hebdomadaire

N° 345 du lundi 8 Juillet 2019

“ L’autorité de la concurrence a rendu son rapport sur la vie chère en Outremer ”

Saisie par le gouvernement en juin 2018 sur la question de la cherté de la vie en Outre-mer, l’Autorité de la concurrence a livré ce jeudi 4 juillet un diagnostic d’ensemble sur la situation concurrentielle en Outre-mer.

L’Autorité a observé tout d’abord que le dispositif d’interdiction des exclusivités à l’importation s’est avéré particulièrement utile, a été appliqué à plusieurs reprises et commence à produire des effets structurels.

Elle note cependant qu’il existe des différentiels de prix substantiels avec la métropole, dans des proportions variables selon les produits et les territoires, mais qui peuvent atteindre, par exemple pour les produits alimentaires, + 38 % en Martinique.

Contrairement à une idée très répandue, ce ne sont pas les marges réalisées par les distributeurs qui sont à l’origine de l’essentiel des écarts de prix entre les DROM et la métropole, mais *“le facteur principal d’explication, c’est le fait d’amener les produits en Outre-mer”*, c’est-à-dire *“le transport, l’octroi de mer, et le rôle des grossistes-importateurs”*.

Or, si pour l’Autorité de la concurrence, le recours à des grossistes-importateurs est souvent nécessaire pour les distributeurs compte tenu des prestations assurées pour leur compte (stockage, mise en rayon et animation commerciale), en revanche l’octroi de mer est un

facteur de renchérissement des coûts des produits de grande consommation mais aussi de complexité.

Rappelons que l’octroi de mer est une taxe spécifique aux départements ultramarins et porte sur les produits importés, et à des taux moins élevés, sur les produits locaux. Elle constitue la principale ressource financière des collectivités locales. Ce sont les régions (ou départements ou collectivités territoriales) qui en fixent les taux.

L’Autorité pointe notamment les taux moyens d’octroi de mer qui peuvent être très disparates selon les territoires. D’après les

données disponibles, le taux moyen serait par exemple trois fois plus élevé en Guyane par rapport au taux moyen réunionnais (taux moyen de 15 % en Guyane, 7 % en Guadeloupe et en Martinique, et de 4 % à La Réunion).

Sachant que les autorités françaises et européennes doivent se prononcer avant fin 2020 sur le renouvellement du dispositif de l’octroi de mer, l’Autorité estime utile que le gouvernement réfléchisse à une simplification et une plus grande cohérence de cette grille des taux.

Elle propose également d’exonérer les produits pour lesquels il n’existe pas d’équivalent dans la production locale et à prendre en compte les intérêts des entreprises locales qui achètent



pour leur activité des produits frappés par l'octroi de mer sans pouvoir bénéficier d'exonération. Enfin, Parmi la vingtaine de recommandations qu'elle a rendues, l'Autorité de la concurrence préconise aussi de développer le commerce en ligne en Outre-mer, très en retard. "Nous avons été frappés par la somme de difficultés que rencontre un consommateur ultramarin lorsqu'il veut acheter en ligne", a expliqué Mme **de Silva**, soulignant qu'une majorité de sites de vente en ligne "ne livrent pas en Outre-mer".

Les obstacles sont notamment liés à des "barrières et contraintes d'ordre logistique (frais et délais de livraison, difficultés pour retourner

les produits, service après-vente) et douanier (octroi de mer notamment)", qui vont entraîner "une complexité sur le prix final. In fine, le consommateur ne sait pas exactement ce qu'il va payer".

Ce sont sur ces deux derniers points que la ministre des Outre-mer **Annick Girardin** a notamment réagi en annonçant que l'Etat allait travailler avec les collectivités d'Outre-mer "sur une évolution des paramètres de l'octroi de mer", et "faciliter l'accès des Ultramarins à la vente à distance", avec "un objectif d'agir sur ce point d'ici novembre 2019".

FLASH SPECIAL

Création par la FEDOM d'un outil d'évaluation des délais de paiement

La FEDOM met en place un outil innovant permettant l'évaluation en ligne des délais de paiement des factures des entreprises par les acheteurs publics. Son objectif: quantifier le volume des créances dues et les délais moyens de paiement réels. Les résultats obtenus nous permettront de dresser une cartographie de l'ampleur de la dette réelle à l'égard des entreprises par territoire, par collectivité et par type d'acheteur. Cet outil innovant mis en place par les équipes techniques de la FEDOM ne sera pleinement efficace que s'il est renseigné par un maximum d'entreprises ; merci à tous de prendre le temps de le relayer à toutes les entreprises que vous connaissez.

Accéder au logiciel : <https://delaispaiements.fedom.org/>

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

Georges Patient nommé parlementaire en mission pour les finances locales

Jean-René Cazeneuve, député du Gers, et **Georges Patient**, député de Guyane ont été nommés par le Premier ministre. Leur mission consiste à réfléchir à la manière de "restaurer des marges de manoeuvre pour les budgets locaux en Outre-mer et d'améliorer l'efficacité des procédures d'accompagnement et de contrôle".

<https://www.franceguyane.fr/actualite/politique/georges-patient-nomme-parlementaire-en-mission-pour-les-finances-locales-449127.php>

L'assemblée nationale examinera le 10 juillet la proposition de loi visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie

[Voir le dossier législatif](#)

Le député Raphael Gérard demande que les Outre-mer soient associés au futur Observatoire de la haine en ligne

Lors de l'examen dans l'hémicycle de la proposition de loi relative à la lutte contre la haine sur internet, le député de Charente-Maritime **Raphael Gérard** (LREM) « a exigé que des acteurs ultramarins soient intégrés dans la composition » du futur « Observatoire de la haine en ligne pour prendre en compte les spécificités linguistiques et culturelles propres à chaque espace océanique » (Source Outremer 360).

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Signature des contrats de convergence au Ministère des Outre-mer

Le Président de la République, le Premier ministre et plusieurs ministres se rendront, lundi 8 juillet 2019, au Ministère des Outre-mer, pour la signature des premiers Contrats de convergence et de transformation (CCT) entre l'État et les Outre-mer, a indiqué l'Élysée dans un communiqué.

<http://outremer360.com/politique/macron-et-philippe-reunissent-lundi-les-outre-mer-pour-favoriser-leur-developpement/>

Annick Girardin et la Bpifrance font évoluer les dispositions du Prêt de Développement

La lettre d'information hebdomadaire N° 345 du lundi 08 juillet 2019

Outre-Mer

La ministre des Outre-mer, **Annick Girardin**, et la Directrice exécutive en charge du financement et du réseau chez Bpifrance, **Anne Guérin**, ont signé une nouvelle convention de partenariat visant à faire évoluer les dispositions du Prêt de Développement Outre-Mer, actuellement distribué par le réseau de Bpifrance dans les Outre-mer, a-t-on appris dans un communiqué. Les évolutions apportées au produit vont permettre de mieux soutenir la croissance des petites et moyennes entreprises, en ouvrant le dispositif aux entreprises de moins de 3 ans, dans les Départements et régions d'Outre-mer (Martinique, Guyane, Guadeloupe, La Réunion et Mayotte), mais également aux entreprises situées dans les Collectivités d'Outre-mer (Polynésie française, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna) et en Nouvelle-Calédonie, poursuit le communiqué. Le montant maximum du prêt, pour les sociétés de plus de 3 ans, est également relevé à 750 000 €.

<http://outremers360.com/politique/annick-girardin-et-la-bpifrance-font-evoluer-les-dispositions-du-pret-de-developpement-outre-mer/>

Polynésie : la ministre de la Justice Nicole Belloubet en visite du 17 au 21 juillet

La ministre de la Justice et garde des Sceaux, **Nicole Belloubet**, sera en visite officielle en Polynésie française du 17 au 21 juillet.

http://outremers360.com/politique/polynesie-la-ministre-de-la-justice-nicole-belloubet-en-visite-du-17-au-21-juillet/?fbclid=IwAR1Ae1ErQh5itePNCrQOT-CeX2GiifG7zTv35MzbyO4-RhfsBisblgH7_NA

TAAF : adoption du nouveau plan de gestion de la pêche à la légine

Suite au rapport demandé par le Ministère de l'Outre-mer et le Ministère de l'Agriculture en octobre 2018 au Contrôle général économique et financier (CGEfi), le Gouvernement a décidé de *"mettre en oeuvre les préconisations du rapport, en demandant à la Préfète, administratrice des TAAF, dans le cadre des dispositions du code rural et de la pêche maritime, d'élaborer de nouvelles lignes directrices pour la gestion de cette pêcherie, avec l'appui du Muséum national d'histoire naturelle et d'un inspecteur général des affaires maritimes"*. Le nouveau plan de gestion entrera en vigueur le 3 juillet.

<https://www.linfo.re/la-reunion/societe/taaf-adoption-du-nouveau-plan-de-gestion-de-la-peche-a-la-legine>

DU CÔTÉ DES COLLECTIVITES

La majorité de la CTM valide un projet de transformation de la Martinique d'ici à 2033

Les élus de l'Assemblée ont adopté le plan de convergence et de transformation de la Martinique pour la période 2019 – 2033. Ce plan vise entre autres, à réduire les écarts de développement et de niveau de vie entre la Martinique et la France.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/majorite-ctm-valide-projet-transformation-martinique-2033-727638.html?fbclid=IwAR1fDaVCsNdbIzP69xF0N10RHxyUww0mvPbcHAUW8YQYHtBorQaquq1vu38>

Mayotte : la préfecture lance l'appel à candidature « Cadres d'avenir pour Mayotte » pour sa promotion 2019-2020

Ce dispositif piloté par la préfecture a également pour principaux partenaires la Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIECCTE), LADOM, le Centre Universitaire de Formation et de Recherche de Mayotte (CUFR) et le Vice-Rectorat.

http://outremers360.com/societe/mayotte-la-prefecture-lance-lappel-a-candidature-cadres-davenir-pour-mayotte/?fbclid=IwAR3APyIkwJUUVmpluE_olrz6yN0Gi_3X8nDpvepyM4JbUkXw94euHc4GmHo

La Banque des territoires officiellement lancée

La banque des territoires s'adresse aux collectivités et aux bailleurs principalement. Quatre axes de travail lui sont dévolus : le financement du logement social ; le financement des infrastructures durables ; le financement pour accroître le dynamisme des villes et leur connectivité.

https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2019/07/04/La-Banque-des-territoires-officiellement-lancee_582861

Tourisme en Guyane: la CTG s'engage dans le dispositif « France Tourisme Ingénierie » pour mieux accompagner le secteur touristique

La collectivité territoriale de Guyane a signé une convention avec Atout France, l'Etat et la Banque des Territoires pour intégrer le dispositif « France Tourisme Ingénierie, outil visant à accompagner les territoires, en œuvrant en faveur d'une accélération de leurs investissements touristiques innovants. Grâce à cette convention, trois projets ont été sélectionnés pour bénéficier de ce programme renforcé de « France Tourisme Ingénierie »

<http://outremers360.com/economie/tourisme-en-guyane-la-ctg-sengage-dans-le-dispositif-france-tourisme-ingenierie-pour-mieux-accompagner-le-secteur-touristique/>

Contrat de convergence: 496 millions de crédits pour la Guyane jusqu'en 2022

496 millions d'euros d'investissements en Guyane d'ici 2022. C'est le montant du contrat de convergence voté le 1er juillet par les élus de la CTG qui remplace l'ancien contrat de plan. Il définit les grands investissements de l'Etat, de la CTG et des Communautés de Communes pour les 4 ans à venir.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guyane/contrat-convergence-496-millions-credits-guyane-2022-726964.html>

Coopération régionale: vers un consulat australien en Polynésie en 2021

Paul Wilson, consul général d'Australie, en charge de la zone Pacifique, était à Tahiti pour présenter le projet de l'Australie d'ouvrir une mission diplomatique permanente en Polynésie française, en établissant un consulat général à Papeete au début de l'année 2021. Ce sera le second consulat australien dans les Outre-mer français du Pacifique, l'autre étant situé à Nouméa.

<https://www.radio1.pf/un-consulat-australien-a-papeete-debut-2021/>

La Communauté du Pacifique veut plus d'investissements dans les sciences océaniques

Les membres de la Communauté du Pacifique Sud ont pris un certain nombre de décisions marquantes, à savoir développer le Centre de la Communauté du Pacifique pour les sciences océaniques (CCPSO), promouvoir la plateforme de données océaniques et demander aux bailleurs de fonds et aux

partenaires d'investir plus massivement dans la recherche scientifique en vue d'évaluer les effets du changement climatique sur nos océans.

https://www.rse-magazine.com/La-Communaute-du-Pacifique-veut-plus-d-investissements-dans-les-sciences-oceaniques_a3308.html

RAPPORTS, ETUDES ET AVIS

L'Autorité de la concurrence livre un diagnostic d'ensemble sur la situation concurrentielle en outre-mer

Au total, l'Autorité a émis dans son avis une vingtaine de recommandations visant à renforcer l'animation concurrentielle dans le secteur de la distribution en outre-mer. (voir tendance supra)

http://www.autoritedelaconcurrence.fr/user/standard.php?id_rub=696&id_article=3448&lang=fr

La Cour Territoriale des Comptes de Polynésie Française plonge dans le maquis du transport maritime interinsulaire

La juridiction financière note les actions engagées par le Pays, depuis 2015, pour encadrer ce secteur d'activité vital pour la cohésion polynésienne. S'agissant des installations portuaires, la CTC constate que l'état général des installations est variable à travers le pays, certaines s'avérant particulièrement dégradées. Concernant les activités de frets et des aides allouées, une réforme globale du système de prise en charge et la modernisation des outils de contrôle sont préconisés.

https://www.tahiti-infos.com/%E2%80%8BLa-CTC-plonge-dans-le-maquis-du-transport-maritime-interinsulaire_a182808.html

L'économie calédonienne tourne au ralenti

Les finances publiques sont demeurées « sous tension » en 2018 en raison du « ralentissement de l'économie calédonienne qui a entraîné une diminution des recettes fiscales ». Parmi les pourvoyeurs d'emplois, le secteur du nickel connaît une « *contrainte financière des métallurgistes qui tentent de réaliser des gains de productivité et de revoir leur modèle économique* », le secteur touristique comme le BTP connaissent eux aussi un ralentissement. Enfin, « *sur la période 2008-2018, l'activité bancaire et financière est soutenue* » notamment grâce aux crédits aux taux directeurs historiquement bas.

<https://www.lnc.nc/breve/l-economie-caledonienne-tourne-au-ralenti>

Une étude de l'alimentation totale menée aux Antilles

Une étude de l'alimentation totale sera réalisée en Martinique et en Guadeloupe par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES). Une étude qui permettra d'avoir une photographie de l'exposition des populations à des substances chimiques.

<https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/environnement/une-etude-de-l-alimentation-totale-menee-aux-antilles-527578.php>

La crise de 2008 a freiné le rattrapage économique réunionnais

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a publié un rapport concernant le développement économique de La Réunion depuis la crise de 2007-2008. Une étude qui met en lumière

un rattrapage économique tardif en comparaison à la métropole, l'île ayant aujourd'hui 20 ans de retard sur la France.

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/07/04/d-apres-une-etude-de-l-insee-la-crise-freine-le-rattrapage-economique-reunionnais,104596.html>

Ciel bleu sur l'économie polynésienne

En Polynésie française, l'activité économique reste dynamique au quatrième trimestre 2018 et l'attractivité touristique s'amplifie au premier trimestre 2019. Sur l'année 2018, le chiffre d'affaires global des entreprises croît de 3,2 % à 877,9 milliards de francs, par rapport à 2017.

<http://www.ladepeche.pf/ciel-bleu-leconomie-polynesienne/>

VIE DE LA FEDOM

La FEDOM remet en place le simulateur en ligne sur les exonérations de charges sociales patronales

Le nouveau régime d'exonérations de charges sociales patronales outre-mer qui a remplacé au 1er janvier 2019 l'ancienne « LODEOM sociale » et le CICE majoré outre-mer, est en train de se mettre en place de manière opérationnelle. L'enjeu est désormais de pouvoir mieux identifier l'impact des nouveaux taux et seuils d'exonération en prévision de la clause de revoyure prévue avec le Gouvernement d'ici à l'été. Dans cette perspective, la FEDOM a remis remettre en place son outil de simulation. Son objectif principal: obtenir un maximum de remontées et de renseignements de la part des entreprises des territoires concernés par la réforme -à savoir Martinique, Guadeloupe, Guyane et La Réunion- d'ici au mois de juin pour pouvoir quantifier l'impact de la réforme sur les différents secteurs d'activités.

Accéder au logiciel : <HTTPS://SIMULATEUR.FEDOM.ORG/>.

Agenda de la semaine du 24.06.2019

- Organisation du séminaire de travail avec les parlementaires ultramarins
- Rencontre avec le Député de Nouvelle-Calédonie **Philippe DUNOYER**

Agenda prévisionnel de la FEDOM

- Participation de la FEDOM au Comité France Maritime

VIE DES ADHERENTS

La SAS MAYDIA ouvre son troisième centre de dialyse à Kaweni

Rééquilibrer l'offre sur les territoires de santé part du principe que le patient doit être dialysé sur son territoire de résidence. Le centre de dialyse de KAWENI y souscrit en opérant un rééquilibrage de l'offre de soins.

Lire le communiqué : <https://fedom.org/wp-content/uploads/2019/07/Nouveau-Document-Microsoft-Office-Word.pdf>

Le Martinique Yachting Association se dote d'un nouveau Bureau

À la suite de l'assemblée générale qui s'est tenue le 20 juin dernier et à la démission de Douglas Rapier, une réunion a été convoquée aux fins d'élire le nouveau président et son Bureau. Le nouveau Bureau est aujourd'hui présidé par **Patrick Mazzei**.

La FEDOM félicite Monsieur **Mazzei** ainsi que l'ensemble de sa nouvelle équipe et remercie Douglas pour l'énergie et le talent qu'il a mis à défendre la filière yachting et plaisance.

En forte croissance, Ponant recrute activement

« D'ici à 2022, nous avons besoin de recruter plus de 200 officiers, une trentaine de médecins et personnels médicaux et plus de 120 cadres hôteliers » explique **François Vielfaure**, directeur des opérations maritimes. Ponant gère 100% de ses équipages français, quel que soit leur statut, via sa

La lettre d'information hebdomadaire N° 345 du lundi 08 juillet 2019

filiale intégrée d'armement basée à Wallis. Accréditée au titre de la convention du travail maritime, elle se charge de déclarer les officiers et élèves à l'ENIM. « Nous voulons aller plus loin et sommes en discussion avec l'administration pour améliorer le registre de Wallis ». L'objectif est de faire de Wallis le registre français de la croisière.

Source : Le Marin

Numérique à La Réunion : la Région Réunion et Orange signent une convention sur le Très Haut Débit

La Réunion ambitionne de devenir un territoire 100% connecté d'ici 2022. En partenariat avec Orange, le projet porté par la Région Réunion doit permettre au territoire d'être équipé en fibre optique dans toutes les zones n'ayant pas fait l'objet d'intention de déploiement de la part d'opérateurs privés.

http://outremers360.com/fil-info-appli/numerique-a-la-reunion-la-region-reunion-et-orange-signent-une-convention-sur-le-tres-haut-debit/?fbclid=IwAR0u_RnSB2vbVG3Oezv2IPv0LviBxdZJ52XNKMEafM3eL6-AWMNFo_NYGrQ

Air Tahiti renouvelle sa flotte

Désormais, la flotte est dotée entièrement d'avions de la série 600, la nouvelle génération. La flotte se compose désormais de deux ATR 42-600 et de sept ATR 72-600. ; un huitième ATR 72 est en leasing sans option d'achat pour une durée de 18 mois.

<https://www.tntv.pf/tntvnews/polynesie/societe/air-tahiti-renouvelle-sa-flotte/>

HelloShow d'Orange : la Réunion, premier département outre-mer à expérimenter la 5G

Les enjeux de cette nouvelle génération sont simples : "inclure les populations oubliées grâce au numérique". "Accompagner les entreprises, les start-up et les femmes entrepreneuses à La Réunion", représente un autre enjeu de cette 5G. Enfin, il sera question de réduire l'empreinte environnementale liée au numérique, effort aussi important que celui de la révolution du plastique.

<https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2019/07/04/HelloShow-dOrange-La-Reunion-premier-departement-outre-mer-experimenter>

L'Investissement social pour gagner la difficile bataille de l'emploi en Outre-mer : une expertise de Joël Destom

Dans une nouvelle expertise, le directeur Outre-mer d'AG2R LA MONDIALE, **Joël Destom**, met en avant « l'investissement social » comme « un levier d'avenir » pour gagner la difficile bataille de l'emploi et lutter contre le chômage en Outre-mer.

Lire son analyse : <http://outremers360.com/economie/linvestissement-social-pour-gagner-la-difficile-bataille-de-lemploi-en-outre-mer-une-expertise-de-joel-destom/>

Air Caraïbes sera désormais piloté par un Conseil d'administration

Jusque là président du conseil de surveillance d'Air Caraïbes, **Jean-Paul Dubreuil** en sera désormais le président du conseil d'administration. Le changement de gouvernance ne concerne pas seulement la société, la compagnie elle aussi évolue dans la structure de son mode de gouvernance. Le directeur général du réseau régional d'Air Caraïbes, **Olivier Besnard** sera désormais le directeur général de la compagnie.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/air-caraibes-sera-desormais-pilote-conseil-administration-726144.html>

La compagnie Total signe un chèque de 3 millions d'euros pour la pêche en Guyane

La convention qui a été signée fixe les actions spécifiques de la coopération entre le CRPMEM, représentant du secteur de la pêche en Guyane, TEPGF et la CTG. Elle définit les modalités du soutien notamment financier à la filière pêche et aux activités liées aux produits de la mer par la mise en place de projets spécifiques. La dotation totale dédiée au secteur de la pêche représente 3 millions d'euros.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guyane/compagnie-total-signe-cheque-3-millions-euros-peche-guyane-726852.html>

VIE DES PARTENAIRES

La Polynésie et le Cluster maritime français préparent le prochain Comité France Maritime

Après une semaine riche en rencontres avec les différents partenaires liés au secteur maritime de Polynésie française, un tour d'horizon des sujets portés par le Cluster Maritime et le Gouvernement ont été abordés, notamment les projets et perspectives à venir pour cette fin d'année 2019. La préparation du Comité France Maritime (CFM) a été abordée puisque la prochaine réunion pourrait se dérouler en Polynésie française, à l'invitation du Vice-président de la Polynésie française.

<http://outremers360.com/politique/la-polynesie-et-le-cluster-maritime-francais-preparent-le-prochain-comite-france-maritime/>

Une nouvelle équipe à la tête du CREFOM: Daniel Dalin succède à Jean-Michel Martial

Le CREFOM a publié un communiqué de presse par lequel il annonce le renouvellement du bureau au cours d'une Assemblée générale qui s'est tenue vendredi 28 juin 2019 à Paris.

Lire le communiqué de presse : <https://la1ere.francetvinfo.fr/mayotte/nouvelle-equipe-tete-du-crefom-daniel-dalin-succede-jean-michel-martial-726966.html>

BREVES

Le Casodom organise sa deuxième journée d'information sur les métiers de matelots de navigation fluviale le 4 juillet

Dans le cadre de son action dans le domaine de l'emploi et de la formation, le Casodom organise en partenariat avec les entreprises Joce et Bateaux Alizé sa deuxième journée d'information sur les métiers de matelots de navigation fluviale.

<http://outremers360.com/societe/le-casodom-organise-sa-deuxieme-journee-dinformation-sur-les-metiers-de-matelots-de-navigation-fluviale-le-4-juillet/>

Deux experts de Pôle emploi en mission en Polynésie

Le ministère en charge du Travail a engagé cinq chantiers en réponse aux besoins exprimés dans le domaine de l'insertion professionnelle durable des travailleurs handicapés. Au terme de la mission d'une semaine, un plan d'action sera présenté pour proposer un parcours d'insertion de la personne handicapée dans une démarche coordonnée nécessaire à la réussite de l'intégration des personnes handicapées dans le monde de l'emploi.

<http://www.ladepeche.pf/deux-expertes-de-pole-emploi-mission-polynesie/>

20 milliards de contrats lancés par Vale NC pour le projet Lucy

Vale Nouvelle-Calédonie est en train d'engager 20 milliards de lots, injectés dans l'économie calédonienne sur les 12 prochains mois, pour la phase préparatoire à la construction de l'usine Lucy, qui sera dédiée au filtrage, au pressage, et à solidification des résidus de l'usine hydrométallurgique de production de nickel et de cobalt. A terme, il y aura une centaine d'emplois permanents.

<https://www.lnc.nc/breve/info-lnc-20-milliards-de-contrats-lances-par-vale-nc-pour-le-projet-lucy>

Parce que « gouverner c'est prévoir », le Conseil économique et social de Mayotte signe avec l'INSEE

Ce partenariat est destiné à évaluer pour les prochaines décennies le nombre d'habitants de Mayotte, la part des jeunes et des seniors, la répartition par sexe, l'ampleur des migrations, « nous nous sommes donnés pour horizon l'année 2050, donc dans 30 ans », ont indiqué les deux signataires. Ce modèle de projection démographique permettra d'anticiper les politiques publiques à mener à Mayotte.

<https://lejournaldemayotte.yt/2019/07/03/parce-que-gouverner-cest-prevoir-le-conseil-economique-et-social-signe-avec-linsee/>

Energies: La Réunion consomme moins et produit mieux

La SPL Horizons Réunion a publié le bilan énergétique de La Réunion. Les énergies renouvelables représentent un taux de plus en plus important de la production réunionnaise. Pour ce qui est des transports, le secteur routier est en baisse. Le marché des voitures plus écoresponsables est aussi en hausse entre 2017 et 2018. Pour le reste, 1 foyer sur 2 est équipé d'un chauffe-eau solaire individuel.

<https://www.linfo.re/la-reunion/economie/energies-la-reunion-consomme-moins-et-produit-mieux>

Biodiversité insulaire: La recherche mondiale a rendez-vous en juillet à l'Université de La Réunion

Du 8 au 13 juillet prochains se tiendra une conférence internationale sur la biodiversité insulaire, baptisée "Island Biology". Cet événement réunira près de 350 conférenciers de 46 pays différents qui partageront leurs travaux sur les questions d'écologie, d'évolution et de conservation des systèmes terrestres et marins.

https://www.zinfos974.com/%E2%96%B6%EF%B8%8F-Biodiversite-insulaire-La-recherche-mondiale-a-rendez-vous-en-juillet-a-l-Universite-de-La-Reunion_a142077.html

La mer, source d'avenir et d'emplois

Le Pôle Emploi de Guadeloupe se tourne vers les métiers de la mer pour proposer dans quelques mois des débouchés dans l'économie bleue. Pour ce faire, les responsables recherchent des partenaires capables de répondre aux attentes des jeunes, tant au point de vue de l'ingénierie que pour la mise en place du projet.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/mer-source-avenir-emplois-726772.html>

JOURNAL OFFICIEL

JO du 02.07.2019

Arrêté du 14 juin 2019 portant ouverture d'un concours d'éducateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2e classe (externe, interne et troisième concours) par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de **La Réunion**

JO du 03.07.2019

Décret n° 2019-692 du 1er juillet 2019 portant revalorisation du revenu de solidarité en **Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion** et dans les collectivités de **Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon**

Décret du 1er juillet 2019 portant nomination du président du directoire du grand port maritime de **La Réunion** - M. LEGRIGEOIS (Eric)

Arrêté du 20 juin 2019 portant reconnaissance par l'Etat du diplôme du brevet polynésien des métiers d'art options sculpture et gravure, préparé et délivré en **Polynésie française**

Arrêté du 20 juin 2019 portant reconnaissance par l'Etat du diplôme du certificat polynésien des métiers d'art options sculpture, gravure, vannerie et tatouage préparé et délivré en **Polynésie française**

JO du 05.07.2019

Arrêté du 10 décembre 2018 portant nomination des membres du conseil consultatif des Terres australes et antarctiques françaises et du conseil consultatif dans sa fonction de comité consultatif de la réserve naturelle nationale des **Terres australes françaises**

Arrêté du 11 décembre 2018 autorisant au titre de l'année 2018 l'ouverture d'un recrutement sans concours d'adjoints administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la **Polynésie française** du ministère de l'intérieur

Arrêté du 7 décembre 2018 portant ouverture d'un concours d'ingénieur territorial (externe et interne) par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de **La Réunion**

JO du 6.07.2019

LOI organique n° 2019-706 du 5 juillet 2019 portant modification du statut d'autonomie de la **Polynésie française (1)**

LOI n° 2019-707 du 5 juillet 2019 portant diverses dispositions institutionnelles en **Polynésie française (1)**

JO du 7.07.2019

COMMISSION NATIONALE DU DEBAT PUBLIC

Décision n° 2019/109/PROJET RunEVA/1 du 3 juillet 2019 relative au projet runEVA, outil multifilière pour le traitement et la valorisation des déchets de **La Réunion**

Avis de vacance de l'emploi de directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la **Martinique**